

Attentats du 13 novembre

Protéger la population, la République et les libertés fondamentales

Faire prévaloir une logique de paix, de solidarité et de progrès

Les attentats qui ont frappé la France vendredi soir sont les plus graves actions terroristes à ce jour sur notre territoire faisant 129 morts et 352 blessés. Nous en ressentons tous une profonde douleur et une infinie tristesse. Nous nous inclinons devant la mémoire des disparus et nous voulons affirmer notre soutien à toutes celles et tous ceux qui ont vécu cette effroyable nuit, à toutes celles et tous ceux qui ont perdu un proche, un ami, ou qui accompagnent l'un des leurs dans le combat contre la mort. Nous saluons l'action exemplaire des personnels des services publics de secours, santé, sécurité civile, police et agents de l'État et des collectivités territoriales.

C'est chacun d'entre nous, c'est toute l'humanité que les assassins ont frappée à Paris et Saint-Denis le 13 novembre.

À Beyrouth la veille, 12 novembre, à Ankara, le 10 octobre dernier, mais aussi à Sousse en mars, les assassins commandités et commandés par Daesh ont frappé dans des quartiers populaires, très fréquentés, des lieux d'échange, de détente, de loisirs, de sport et de culture, en cherchant à faire le plus de victimes possible ; partout la jeunesse a été prise pour première cible. Ils veulent instaurer un climat permanent de terreur, de haine, de division et de violence – et ceux qui adoptent un langage de guerre pour leur répondre les confortent.

Protéger la population et protéger la République et la démocratie

La sûreté de toutes et de tous doit être une priorité et doit être assurée, et ce indissociablement avec la protection des libertés et des droits fondamentaux qui fondent notre République. Sacrifier une part de liberté serait de fait une victoire pour les terroristes de Daesh. En effet, pour Daesh, les actions terroristes sur notre territoire visent à mettre la société française en contradiction avec ses valeurs démocratiques et à créer au sein de celle-ci une situation de chaos. C'est ce qu'on appelle la « stratégie de la tension » propre au terrorisme. L'objectif des actions terroristes de Daesh n'est pas la recherche d'une victoire militaire en France, mais celui de la déstabilisation politique d'une société par la terreur et l'effroi.

Nous récusons la notion « d'ennemi de l'intérieur » qui renvoie aux pires heures de notre histoire. C'est toute la population de notre pays qui a été touchée et qui, unie, exprime aujourd'hui son hommage aux victimes. Et c'est toute la population sans aucune discrimination d'origines, de culture, d'appartenance politique, philosophique ou religieuse, qui doit être également protégée et jouir pleinement de la paix civile.

Nous avons approuvé la proclamation de l'État d'urgence aux premières heures des attentats du 13 novembre mais c'est à l'aune des principes de protection de la population, de la République et des libertés fondamentales que le PCF se prononcera sur sa prolongation qui devra de toutes les façons être soumise au contrôle parlementaire régulier. Quoi qu'il en soit, cette situation qui comporte une part de restriction des libertés publiques ne peut être que très temporairement acceptée.

Inventer le concept douteux de « terrorisme de guerre » afin d'y opposer un « régime constitutionnel d'état de crise » créé de toutes pièces pour réformer la Constitution, comme l'a annoncé ce 16 novembre le Président de la République, est d'une gravité extrême, et ne peut que conforter Daesh dans sa volonté de semer la mort et la terreur. Il ne peut être question ni de tomber dans le piège tendu par Daesh, ni de laisser le champ libre à ceux qui pourraient tirer prétexte des innombrables événements de vendredi afin de réduire les libertés et les droits.

À cet égard la surenchère belliciste, sécuritaire et identitaire de la droite et du FN avec en particulier son ignoble affiche (« Choisissez votre banlieue ») collée sur les murs d'Île-de-France ne peut être que dénoncée et combattue avec la plus grande fermeté. Cette affiche, comme la scandaleuse manifestation factieuse de Pontivy, aurait dû être interdite pour trouble à l'ordre public. Le gouvernement ne peut laisser faire.

Pour nous communistes, pas d'équivoque : toute forme de stigmatisation ou de suspicion dans notre pays à l'égard des musulmans doit être condamnée avec fermeté et détermination. Toute agression physique ou verbale raciste et xénophobe ne peut être considérée que comme une agression contre tout le peuple français.

Nous n'acceptons pas que l'on fasse des réfugiés en France et en Europe, les boucs émissaires du terrorisme alors qu'ils ont été les premières victimes de Daesh, du régime syrien et de la guerre en général. Cette amalgame odieux, porté par la droite et l'extrême droite, est non seulement faux, mais dangereux. Le droit d'asile doit être pleinement respecté en France et en Europe.

Plutôt que de nouvelles lois ou d'actions de communication politique, la protection de toute la population sur notre sol demande avant tout des moyens matériels et humains pour la justice, la police, la sécurité civile, la santé, les services de renseignement et une défense opérationnelle du territoire national. Toutes choses qui, avec l'ensemble des budgets publics, ont été sacrifiées sur l'autel des politiques d'austérité au profit des marchés financiers.

Une évaluation parlementaire des politiques et des moyens de lutte contre le terrorisme est nécessaire à commencer par la loi renseignement votée dernièrement et dénoncée à la fois par les spécialistes du renseignement et les associations de défense des droits et des libertés.

Les mesures de lutte contre le terrorisme ne peuvent être du seul ressort de l'exécutif, elles doivent être strictement encadrées par la justice et faire l'objet d'un contrôle parlementaire tous les 15 jours.

La République pour tous : une réponse progressiste à la menace terroriste de division de la société française

La véritable riposte durable à l'agression terroriste de Daesh est celle de la résistance du peuple français dans son unité et sa diversité. Elle est de dire collectivement : « *Vous nous frappez mais votre action est vouée à l'échec : vous ne nous abattrez pas, vous ne ferez que conforter notre unité autour de notre aspiration à la paix et des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité qui fondent notre République et notre démocratie* ».

Cette authentique unité nationale populaire ne peut se construire que si notre pays affronte toutes les inégalités, discriminations, dominations, racismes et injustices qui le rongent de l'intérieur. Quand un nombre significatif de jeunes Français intègre les rangs du djihad et qu'ils basculent ainsi dans l'abject, la société française ne peut pas ne pas s'interroger sur le monde de violence, de guerre et de chaos dans lequel nous vivons, et sur l'état de notre société où trop de jeunes ne trouvent pas leur place, une société qui ne fait plus sens pour eux, où la valeur ultime est devenue l'argent, et qui secrète et glorifie les pires violences. Lorsque Manuel Valls, premier ministre, parle d'« apartheid social », il acte l'abandon de pans entiers de la population. Nous sommes au contraire partisans de plus de République, de plus de services publics, de politiques culturelle, éducative, sportive ambitieuses. La société française a besoin de se construire autour d'une espérance collective libératrice et de combats émancipateurs.

Dans les conditions exceptionnelles créées depuis les attentats, comment vont se tenir les élections régionales de décembre ? Si le maintien du scrutin est un acte d'affirmation démocratique alors il est indispensable que des mesures exceptionnelles elles aussi permettent l'exercice du libre choix des électeurs en garantissant le pluralisme, l'égalité des listes et la participation au scrutin soient prises. Les médias, en particulier les chaînes de service public, peuvent et doivent jouer un grand rôle pour cela : des modifications profondes dans l'organisation de la campagne électorale doivent être apportées. Il n'est pas normal ni admissible qu'à l'issue de la rencontre à l'Élysée et de la séance du Parlement réuni en Congrès les 15 et 16 novembre, les déclarations du secrétaire national du PCF et des présidents de groupe aient été purement et simplement censurées. Ce scrutin sera de fait le premier rendez-vous politique national où notre peuple pourra s'exprimer depuis le 13 novembre. Il est d'abord important qu'il y ait une participation maximum car cela sera aussi un acte de résistance politique et démocratique de masse à la terreur.

Il s'agira d'exprimer des choix politiques : la priorité à la justice sociale, la démocratie réelle, le développement et l'humanisation des services publics, en s'unissant contre l'austérité, la loi de l'argent, la misère sociale et culturelle. Nos candidats et nos listes sont les seuls à porter des politiques de création d'emplois et de relance industrielle, de développement de tous les services publics, de rénovation thermique et de constructions de logements...

Il s'agira aussi de s'opposer à des politiques qui veulent encore plus diviser notre peuple, mettre les individus et les territoires en concurrence, et stigmatiser une partie d'entre nous.

Les listes des candidats PCF et Front de gauche entendent défendre de véritables choix de gauche afin de se saisir des politiques régionales comme des leviers démocratiques pour améliorer concrètement la vie de nos concitoyens, de redonner du sens à la politique et de reconquérir des pouvoirs sur nos vies.

Tout ce qui fera société, tout ce qui remettra de l'humain au cœur des rapports sociaux, fera reculer la violence.

Le PCF appelle l'ensemble de ces militants, dans des conditions exceptionnelles et certes difficiles, à reprendre la campagne électorale dans la dignité et avec la volonté de participer à l'effort de mobilisation citoyenne.

Nous voulons, nous devons, résister à la logique de guerre

Construire une société du bien commun constitue le rempart le plus efficace contre la violence et le chaos nés de la crise systémique du capitalisme et de ses contradictions.

Les méthodes para-militaires employées par ces mercenaires d'un nouveau genre, galvanisés par l'obscurantisme, ne doivent pas nous abuser sur la nature des problèmes que nous affrontons, que le monde, les peuples affrontent. Tous ceux qui, dans notre pays, parlent maintenant de « France en guerre sur son propre territoire » prennent de très lourdes responsabilités.

L'objectif recherché par Daesh est celui d'un engagement plus important de la France et des « Occidentaux » sur le terrain militaire au Proche-Orient, en Syrie et en Irak particulièrement. Cette implication militaire occidentale, dont on connaît les résultats puisqu'elle est une des causes principales de l'effondrement de l'Irak ou de la déstabilisation de la Libye, conforte Daesh sur le plan stratégique et idéologique. Sa stratégie de « guerre à tout prix » consiste notamment à polariser la situation en marginalisant les forces démocratiques et progressistes d'Irak et de Syrie et en se plaçant au centre du jeu comme seule alternative aux ambitions des puissances internationales sur la région.

Riposter à la violence terroriste par la seule voie militaire et sans stratégie politique visant le retour de la paix et le développement de toute la région serait une erreur grave et permettrait à Daesh d'atteindre ses buts de guerre : la conquête de territoires et de richesses, et le contrôle de populations pour former son califat bâti sur les ruines de l'Irak et de la Syrie. Car Daesh a un projet politique pour cette région du monde.

Promoteur et artisan de la logique de « guerre des civilisations », Daesh tend un piège à la société française, aux peuples du Proche et Moyen-Orient – qui est, lui, le théâtre de la guerre – et aux peuples du monde.

Notre pays, notre peuple ont la possibilité et les ressources de ne pas tomber dans ce piège. Nous avons ensemble la capacité de refuser ce terrorisme et tout ce qui le nourrit, ici en France, et les guerres qui ravagent le Proche et le Moyen-Orient et lui servent de justification.

Le PCF solidaire des peuples en lutte du Proche et Moyen-Orient et d'Afrique

Notre solidarité va aux réfugiés et aux migrants auquel la France et les pays d'Europe doivent hospitalité et asile. Notre solidarité va aux forces démocratiques syriennes, irakiennes, aux populations des cantons du Rojava et les forces kurdes des YPG qui sont les premières à affronter Daesh sur le terrain militaire ; notre solidarité va aux populations Yézidis d'Irak, aux Libanais, aux Tunisiens, aux Afghans, aux Libyens et Érythréens : à tous les peuples qui subissent la violence de Daesh et des groupes djihadistes. Notre solidarité va au peuple palestinien dont les grandes puissances occidentales et le gouvernement de B. Netanyahu ont décidé de faire le sacrifice.

Nous voulons amplifier notre action de solidarité avec toutes les forces démocratiques et progressistes de ces pays qui luttent pour la paix et la défense des intérêts de leurs peuples, mais aussi pour un Proche et Moyen-Orient et une Afrique libérés des dominations, de l'exploitation et de l'oppression. Si les Kurdes du Rojava, au Kurdistan syrien, sont si violemment aux prises avec Daesh sur le terrain militaire c'est qu'ils défendent pour leur pays, la Syrie, comme pour la région, un projet de société démocratique, d'égalité, laïc, pluriculturel, écologique et d'émancipation sociale et humaine qui est l'exact opposé du projet politique de Daesh et des islamistes, comme des régimes autoritaires et des théocraties. Notre place est aux côtés de ces forces d'émancipation.

Pour sortir du chaos, il faut agir sur plusieurs plans en même temps mais toujours mobilisé autour d'un objectif : que la logique de paix prenne le pas sur celle de la guerre.

Il est possible de stopper la guerre en Irak et en Syrie

Cela nécessite de la part de la France, de tirer les leçons du passé et de reconsidérer avec sérieux les choix qui ont été les siens en matière de politique extérieure dans le Proche et le Moyen-Orient, et en Afrique, depuis des dizaines d'années. En choisissant de réintégrer le commandement intégré de l'OTAN, de prioriser les opérations militaires pour devenir, aujourd'hui, le pays le plus interventionniste, d'opter pour un langage de guerre au détriment d'une action politique, diplomatique et de coopération visant la paix et le développement de la région, la France a contribué au chaos que vivent les peuples du Proche et du Moyen-Orient qui, sous la pression des grandes puissances (états-unienne, européennes ou russe), n'auraient le choix qu'entre des régimes dictatoriaux ou la soumission à des entrepreneurs de violence et des brutes obscurantistes.

C'est à un changement complet de paradigme auquel il faut s'atteler, et des choix nouveaux peuvent être faits aujourd'hui. La France doit prendre des initiatives pour contribuer à un effort multilatéral et international pour permettre aux peuples de la région de reprendre le contrôle de leurs ressources et richesses, de reconstruire leurs États, en visant l'instauration d'États de droit et la démocratie, et le respect de leurs souverainetés. Il en va de l'intérêt de tous les peuples du monde.

L'ONU doit être replacée au centre des initiatives diplomatiques et politiques. C'est actuellement le cas à la conférence de Vienne sur la transition en Syrie. La France doit être résolue à ce que débouchent des solutions politiques incluant tous les pays de la région autour d'un objectif commun : **il est nécessaire de travailler dès aujourd'hui à créer les conditions d'un cadre régional de coopération et de sécurité collective visant la paix par de grands projets de développement et d'infrastructures au bénéfice des peuples et pays de la région.** C'est le rôle de la France que d'y contribuer.

À court terme, stopper les sources de la violence disséminée impose de mettre un terme à la guerre en Syrie et en Irak par une action simultanée sur trois registres : militaire, diplomatique et économique – aucun des trois ne va sans l'autre.

- Sur le plan militaire, il s'agit, sous égide de l'ONU, par une mobilisation multilatérale internationale d'appuyer toutes les forces régionales unies dans l'objectif commun de vaincre Daesh en apportant un appui aux forces syriennes et irakiennes démocratiques, parmi lesquels les Kurdes syriens du PYD, qui combattent Daesh et les groupes djihadistes. Il faut assécher les ressources pétrolières, réseaux de clientèle de Daesh et des groupes djihadistes, les priver de leurs soutiens financiers, militaires et humains.
- Sur le plan diplomatique, cela implique qu'il faut dès aujourd'hui permettre à la Syrie, à l'Irak, de préparer dès maintenant leur avenir, la reconstruction de leurs États et la cohésion de leur société, leur développement. La réussite des discussions de Vienne est déterminante et la France doit agir dans cet objectif.
- Sur le plan économique, cela implique de travailler dès aujourd'hui aux actions qui doivent permettre de répondre aux immenses besoins sociaux, humains et économiques des peuples de la région. Aucune perspective ne peut s'ouvrir dans cette région comme ailleurs dans le monde si les relations économiques et commerciales sont fondées sur des accords de libre-échange qui privent les peuples de leurs richesses et de leurs ressources au profit de multi- ou transnationales qui promeuvent la domination de la mondialisation par le capitalisme financiarisé.

Notre pays doit prendre la tête d'un mouvement de désarmement multilatéral, cesser de contribuer au commerce des armes et, à l'image de l'accord sur le nucléaire iranien, œuvrer à l'éradication complète des armes nucléaires et de destruction massive.

La France doit retrouver son indépendance en matière de politique étrangère et de défense nationale pour promouvoir une culture de la paix.

Le PCF, ses élus et ses militants sont mobilisés pour faire vivre ce combat primordial pour la liberté, l'égalité, la fraternité et la paix, et contre la violence et la haine.